

**PROGRAMME DE COOPÉRATION**  
**POUR LES ANNÉES 2003 ET 2004**  
**ENTRE LE GOUVERNEMENT FLAMAND**  
**ET LE GOUVERNEMENT DE LA ROUMANIE**  
  
**EN APPLICATION DE**  
**L'ACCORD DE COOPÉRATION**  
**CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT FLAMAND**  
**ET LE GOUVERNEMENT DE LA ROUMANIE**

**Bruxelles, du 15 au 17 avril 2003**

Le président de la délégation flamande souhaite la bienvenue à la délégation roumaine et présente les membres de sa délégation.

**Délégation flamande :**

**département Coordination -**

**administration des Affaires étrangères**

- |                          |                                   |
|--------------------------|-----------------------------------|
| - Diane Verstraeten      | directeur général, président      |
| - Freddy Evens           | chef de division, division Europe |
| - Etienne Schollaert     | adjoint du directeur, secrétaire  |
| - Tom Fordel             | adjoint du directeur              |
|                          |                                   |
| - Fernand Van den Berghe | chef du protocole                 |

**département Sciences, Innovation et Médias**

**administration Sciences et Innovation**

- |                      |                  |
|----------------------|------------------|
| - Jan Van Heuverswyn | chef de division |
| - Koen Verlaeckaert  | chercheur        |

**département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture**

**administration de la Culture**

- |                  |                       |
|------------------|-----------------------|
| - Hilde Billiet  | adjoint du directeur  |
| - Jan Leconte    | adjoint du directeur  |
| - Jan Vanhee     | adjoint du directeur  |
| - Danny deweerdt | collaborateur en chef |

**administration Famille et Aide Sociale**

- |                   |           |
|-------------------|-----------|
| - Jozef Mostinckx | directeur |
|-------------------|-----------|

**département de l'Environnement et Infrastructure**

- |                   |              |
|-------------------|--------------|
| - Dirk Zwaenepoel | coordinateur |
|-------------------|--------------|

**administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux**

- |                     |                      |
|---------------------|----------------------|
| - Patrick Hemeryckx | adjoint du directeur |
|---------------------|----------------------|

**administration des Voies hydrauliques et des Affaires maritimes**

- |                     |                      |
|---------------------|----------------------|
| - Ariane De Vriendt | adjoint du directeur |
| - Yvo Peeters       | adjoint du directeur |

**administration des Routes et Communications**

- |                    |                    |
|--------------------|--------------------|
| - Etienne De Winne | inspecteur général |
|--------------------|--------------------|

**institut de Sylviculture et de Gestion de la Faune Sauvage en Flandre (IBW)**

- |                   |                       |
|-------------------|-----------------------|
| - Jos Van Slycken | directeur général ff. |
|-------------------|-----------------------|

**société publique flamande des déchets (OVAM)**

- |                   |                      |
|-------------------|----------------------|
| - Anne Vandeputte | adjoint du directeur |
|-------------------|----------------------|

**département de l'Économie, de l'Emploi, des Affaires intérieures et de l'Agriculture**

**administration de l'agriculture et horticulture**

- |                     |           |
|---------------------|-----------|
| - Patricia Declercq | ingénieur |
|---------------------|-----------|

**administration de l'Économie**

- |                   |                      |
|-------------------|----------------------|
| - Maria Schoomans | adjoint du directeur |
|-------------------|----------------------|

- Louis Vervloet

chef de division

**département de l'Éducation**

- Nina Mares

adjoint du directeur

**Toerisme Vlaanderen**

- Jan Van Praet

adjoint du directeur

**Export Vlaanderen**

- Annik Du Pont

adjoint du directeur

- Gabriel Arteni conseiller économique

En application de l'Accord de coopération conclu entre le Gouvernement de la Flandre et le Gouvernement de la Roumanie, les deux Parties ont signé le Programme de travail pour la période 2003-2004 ci-dessous mentionné, convenu pendant la tenue de la troisième réunion de la Commission mixte roumano-flamande (Bruxelles, du 15 au 17 avril 2003).

## **1. ÉCONOMIE**

### **1.1. Généralités**

1.1.1. Les deux Parties sont d'accord sur l'importance que revêtent les relations économiques entre les deux Parties à long terme, fondées sur la coopération dans différents domaines.

La coopération sera développée particulièrement dans les domaines suivants :

- échange d'information, de méthodes et d'expériences dans le domaine de la politique économique et du développement régional;
- promotion d'une coopération permanente entre les institutions roumaines et flamandes concernées afin de prendre connaissance des techniques modernes de management dans l'industrie.

Les deux Parties se feront parvenir de la documentation et de l'information concernant les sujets mentionnés ci-dessus.

1.1.2. Les deux Parties étudieront la possibilité d'échanger des experts dans les domaines économiques qu'elles détermineront elles-mêmes.

### **1.2. Actions concrètes**

#### **1.2.1. Questions de politique économique, industrielle et régionale**

- a) Les deux Parties échangeront, à la demande de l'autre Partie, des informations et de la coopération dans le domaine de la politique économique, industrielle, régionale et du développement régional.
- b) Les deux Parties attacheront une importance particulière à la coopération des régions menacées par la récession structurelle et par la dégradation sociale provoquée par la baisse de compétitivité de certains secteurs de l'industrie et la perte d'emplois.
- c) Les deux Parties favoriseront la coopération dans le domaine de l'économie et du développement régional. À ce sujet elles encourageront les contacts mutuels entre les organisations publiques et privées en Roumanie et en Flandre.
- d) Les deux Parties détermineront les domaines de l'économie qui revêtent un intérêt prioritaire pour leur développement économique et régional.
- e) Les deux Parties échangeront des délégations restreintes d'experts afin de réaliser des échanges d'information, d'expérience et de savoir-faire dans les domaines suivants:
  - la politique économique, industrielle (surtout en matière de PME) et régionale;
  - l'aide aux entreprises;

- l'entrepreneuriat;
  - la technologie et l'innovation;
  - les technologies nouvelles favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie et de sources d'énergie renouvelables et alternatives;
  - la gestion de la qualité et la productivité;
  - les fonds structurels.
- f) Les deux Parties organiseront, à tour de rôle, des séminaires économiques en matière d'investissements, de joint-ventures, de la politique relative aux PME.
- g) La Partie flamande prêtera son concours à l'adaptation de la législation économique roumaine, en particulier au niveau de la politique industrielle et régionale, aux exigences du marché européen.
- h) La Partie flamande est prête à mettre à la disposition de la Partie roumaine les résultats des études et recherches en matière de promotion de l'entrepreneuriat.

### **1.2.2. Industrie**

La Partie roumaine propose de coopérer dans le domaine de l'encouragement des investissements, la participation des investisseurs de la Flandre au processus de privatisation de grandes sociétés.

La Partie flamande est prête à distribuer parmi les entreprises flamandes de l'information concernant des projets et propositions d'investissement, de privatisation, de joint ventures et de diverses formes de coopération entre les entreprises roumaines et flamandes.

Vu les priorités de la politique industrielle de la Roumanie, la Partie roumaine sollicite :

- l'octroi des aides pour la formation professionnelle des spécialistes roumains dans le domaine de la qualité, l'efficacité de la production et l'accès aux marchés;
- documentation concernant les opérations de conservation, fermeture et réhabilitation écologique des exploitations minières.

### **1.2.3. Politique de développement régional**

Les deux Parties échangeront des expériences et de l'information sur leurs activités dans le domaine du développement régional. La Partie flamande présentera en détail aux partenaires roumains les idées de régionalisation, notamment les évolutions pratiques concernant :

- la législation flamande en matière de la politique régionale et sa compatibilité avec la législation européenne;
- les sources de financement d'aide régionale;
- un modèle de gestion des régions soutenue.

Les deux Parties inclueront dans la coopération les questions des zones spéciales économiques.

#### **1.2.4. Petites et Moyennes Entreprises**

- a) Les deux Parties soulignent l'importance du développement de leur coopération en matière de PME et encourageront le développement de contacts directs entre les petites et moyennes entreprises roumaines et flamandes.
- b) Les deux Parties encourageront :
- l'échange d'expériences dans le but d'adaptation du cadre réglementaire roumain aux normes européennes dans le secteur des PME;
  - l'instruction et la formation professionnelle des fonctionnaires roumains pour aider la dissémination et la promotion des partenariats entre les entrepreneurs roumains et flamands;
  - l'augmentation du niveau de formation des conseillers roumains afin d'accroître la qualité des services fournis, par le biais de l'échange de l'information et d'expériences;
  - l'échange d'expériences pour une meilleure utilisation des fonds structurels et de cohésion, au sujet du développement de l'esprit entrepreneurial dans les zones rurales.
- c) **Projets de parrainage.**  
Les deux Parties échangeront des expériences et du savoir-faire dans le domaine des projets de parrainage.  
Les projets de parrainage viseront la professionnalisation de la gestion des petites entreprises et la promotion de réseaux entre les entreprises.
- d) Afin de développer et d'optimiser la coopération bilatérale roumano-flamande dans le domaine des PME, les deux Parties sont convenus d'échanger des experts roumains du Ministère pour les PME et la Coopération, respectivement des experts flamands des autorités centrales responsables pour le développement des PME, qui devraient surveiller l'accomplissement des objectifs de la coopération bilatérale, ainsi que le développement de leur prochaine coopération bilatérale.

## **2. COMMERCE EXTERIEUR**

La Partie flamande organise, du 6 au 9 avril 2003, une mission d'affaires multisectorielle à Bucarest avec 26 participants de l'économie flamande.

La Partie roumaine organisera en décembre 2003 à Gand une mission d'affaires multisectorielle en Flandre. La Partie flamande assistera la Partie roumaine avec la promotion de cette mission.

Les deux Parties organiseront des séminaires et missions économiques, suivant l'opportunité.

La Partie flamande prévoit un regroupement de «Export Vlaanderen» et «Flanders Foreign Investment Office» en 2003. Le nouvel établissement «FIT – Flanders Investment and Trade» s'occupera de divers aspects de l'entrepreneuriat international, cet à dire :

- l'exportation;
- attirer des investisseurs étrangers vers la Flandre;
- promouvoir les investissements flamands à l'étranger, l'échange de technologies, joint ventures, diverses formes de coopération.

La Partie roumaine peut bénéficier des services offertes par la Partie flamande, par exemple en échangeant des renseignements concernant les opportunités d'affaires et d'investissements.

Les deux Parties échangeront ad hoc et à la demande de l'autre Partie, des informations concernant leurs marchés et secteurs respectifs, ainsi que des expériences et connaissances relatives à la promotion de l'entrepreneuriat international.

La Partie roumaine met à la disposition de la Partie flamande une liste des foires et des expositions internationales qui seront organisées en Roumanie pendant la période 2003-2004. La Partie flamande distribuera ces documents parmi les entreprises flamandes.

La Partie flamande examinera avec bienveillance les possibilités de participation à la Foire Internationale de Bucarest (TIB).

La Partie flamande est disposée à offrir un training (échange de savoir-faire) pendant soit 1 ou 2 jours à trois (3) spécialistes roumains dans le domaine des mécanismes et instruments de promotion de l'exportation, au sein de l'institution flamande concernée. La Partie roumaine se chargera des frais du voyage et du logement.

### **3. AGRICULTURE**

Les deux Parties expriment leur disponibilité de continuer la collaboration bilatérale dans le domaine de l'agriculture. Dans ce sens, elles ont identifié des domaines prioritaires, qui pourraient faire l'objet de la collaboration future.

- Dans le domaine des cultures arables: échange de spécialistes dans le domaine de la culture et la transformation (industrialisation) du lin; projets de coopération dans le domaine de la culture du lin en Roumanie, tenant compte de la tradition de l'agriculture flamande dans ce secteur; projets de coopération dans le domaine des cultures oléagineuses et protéiques.
- Dans le domaine de l'horticulture: projets de collaboration dans l'aménagement des serres et la modernisation des serres encore fonctionnelles; projets de coopération dans le domaine des cultures irriguées; visites des spécialistes aux fermes spécialisées dans la culture des légumes de champ et des arbres fruitiers; un intérêt particulier présente la coopération dans le domaine de la création des plantations d'arbres et arbustes fruitiers.



La Partie flamande examinera la possibilité d'assister la Partie roumaine par des projets spécifiques (en collaboration avec les coupoles socio-économiques de Flandre, les instituts de recherche flamands et la vie économique flamande) à l'élaboration et à la réalisation de leur programme de développement rural dans le cadre du programme SAPARD de l'UE.

La Partie flamande est disposée à mettre à la disposition de la Partie roumaine, dans les limites des possibilités budgétaires, sa connaissance et son expérience dans le domaine de la production, de la transformation et de la commercialisation des fruits, des légumes et du poisson, en conformité avec la législation européenne. Dans ce cadre la Partie flamande est disposée à mettre à la disposition sa connaissance et son expérience dans les domaines de la fondation et le fonctionnement des organisations de producteurs.

En collaboration avec des centres de pratique professionnelle la Partie flamande offre la possibilité aux professeurs de pratique professionnelle locaux de se former ou de se perfectionner en recyclage, en mettant l'accent sur l'agriculture durable.

Cette formation pourrait comprendre:

- la formation en gestion, en fonction des cultures et de la région;
- des formations en techniques agricoles durables et biologiques;
- des formations en techniques pratiques, comme la maçonnerie, la soudure, l'entretien et la réparation des machines agricoles, soins des ongles, hygiène laitière, etc.;
- la formation technique: culture du sol, labour, fumage, techniques de semailles, affouragements, etc.;
- d'autres domaines d'intérêt et d'expertise communs.

#### **4. SYLVICULTURE DURABLE**

Coopération entre la Régie Nationale des Forêts de la Roumanie - Institut de Recherche et de la Gestion des Forêts (ICAS) et l'Institut de Sylviculture et de Gestion de la Faune Sauvage en Flandre (IBW), concernant les problèmes de maladies dans les peupleraies, causées par cancer bactérien:

- courte visite de deux scientifiques de l'Institut de la Sylviculture et de la Gestion de la Faune Sauvage à la Roumanie pour évaluer les problèmes et pour prélever des échantillons pour une analyse plus profonde en Flandre;
- stage de qualifications phytopathologiques d'un ou deux mois pour un scientifique roumain dans l'ISGFS en Flandre (période de la mi-d'août - la mi-d'octobre);
- ces informations réunies pendant cette phase seront la base pour une continuation adaptée du programme de coopération pendant les années suivantes.

#### **5. ENVIRONNEMENT**

5.1. Les deux Parties sont disposées à coopérer pour réaliser les points suivants dans le domaine de l'environnement :

- la Partie flamande est disposée à offrir son expertise dans le domaine du sol/déchets, de la planification de la Politique d'environnement/ l'évaluation stratégique des

incidences sur l'environnement (ESIE), de l'eau, de la nature et de l'éducation de l'environnement. Dans ce cadre, la Flandre est disposée à inviter un team de cinq (5) experts, parlant couramment l'anglais et/ou le français pendant la durée de validité du programme de coopération, pendant une période de cinq (5) jours afin d'échanger des connaissances et de développer des contacts avec les acteurs flamands.

- 5.2. Les deux Parties sont disposées, à condition d'avoir des disponibilités financières, à coopérer dans le domaine de déchets et de la décontamination des sols.
- a. Les deux Parties coopéreront, échangeront des informations et se soutiendront dans le domaine de la gestion des déchets :
- création de plans de gestion des déchets, aussi bien domestiques qu'industriels;
  - collecte de données sur les déchets;
  - soutien à la mise en application des plans de gestion des déchets par développement de projets pilotes en matière de déchets différents;
  - expérience technique et juridique concernant le tri, le traitement et l'usage des déchets utiles.
- b. Les deux Parties coopéreront, échangeront des informations et se soutiendront dans le domaine de la décontamination des sols:
- protection du sol et du sous-sol et la gestion des terrains pollués en ce qui concerne les droits et les devoirs des usagers;
  - assainissement et réhabilitation des terrains provenant des charbonnages ainsi que des terrains avec pollution chronique (déchets des pesticides et lagunes pétrolières)
- En fonction d'éventuelles difficultés en matière de politique des déchets et de la politique de réhabilitation des sols, et de sa mise en pratique en Roumanie, la Société publique flamande des déchets (OVAM) pourra offrir son expertise en la matière.
- 5.3. Dans le contexte de 'capacity building', la Société Flamande Terrienne (VLM, le Centre d'Appui GIS-Flandre) propose de partager son expertise dans le domaine des Systèmes d'Information Géographique et de la Télédétection avec les partenaires roumains.
- 5.4. Les deux Parties sont disposées à coopérer pour développer les projets suivants:
- la vérification des eaux dans le bassin hydrographique de Arges;
  - la surveillance intégrée du Lac Techirghiol (Constanta County);
  - Master Plan pour le traitement d'eaux résiduaires dans le bassin hydrographique de l'Olt;
  - l'amélioration de la gestion pour la région protégée avec des dunes marines de Agigea (Constanta County);
  - le monitoring de la pollution de l'air dans la région de Prahova.

## **6. TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE**

### **6.1. Infrastructure routière**

- 6.1.1. La Partie flamande est disposée à recevoir une délégation roumaine de six (6) experts pour une période de cinq (5) à sept (7) jours (éventuellement répartie en p.ex. 2 x 3 experts) pendant la durée du programme de coopération. En fonction des points d'intérêt, elle fournira de l'information, de la formation et de la documentation (y

compris des visites sur place à diverses locations qui seront déterminées plus tard) concernant:

- des plans de mobilité et des conventions de mobilité;
- le fonctionnement d'un Centre de Trafic flamand; dispatching de trafic de police fédérale (e.a. rouler en bloc et le réseau des bornes d'appel de secours);
- la création et l'interprétation des modèles multimodaux;
- la signalisation variable pour informations routières et monitoring du trafic, les panneaux mobiles remorqués, la coordination du réglage des feux de circulation, les mesures prioritaires pour les transports en commun dans la circulation routière (influence des feux de circulation);
- échange d'information sur un site Internet sur les travaux routiers et la réglementation routière;
- échange d'information sur un site Intranet et applications sur CD-ROM concernant la signalisation de chantier dans une zone de travaux routiers (panneaux de signalisation et marquages routiers);
- réduction des congestions de route, y compris l'insécurité, à l'endroit des travaux routiers sur autoroute;
- information sur des applications S.I.G. (Système d'Information Géographique), organisation des études et sondages routiers, traitement numérique d'images (caméras vidéos) en vue de la gestion de la circulation, systèmes RDS-TMC, télématique de véhicule;
- information sur des projets concernant le dosage d'accès, conducteurs fantômes, instauration d'un système zip à joindre le trafic sur les bandes de circulation, construction de giratoires et d'aménagements réduisant la vitesse, co-voiturage, construction de pistes cyclables et de sentiers, construction de parkings;
- la politique des pistes cyclables;
- la gestion des trottoirs;
- aménagements pour les personnes handicapées;
- aménagements en vue de la sécurité aux environs des écoles;
- information sur la sécurité routière en général: sécurité de circulation et communication avec les usagers routiers, enseignement concernant la sécurité de circulation (parcs éducatifs de circulation), des campagnes de sensibilisation et recherche à ce sujet;
- partenariat Public Privé (PPP);
- nettoyage et maintenance des routes, méthodes et matériel de contrôle pour mesurer l'état des routes;
- mesures de glissance sur les marquages routiers par les méthodes SRT et Grip Tester;
- le rôle des services de travaux de réfection de secours afin d'éliminer les résultats des cas urgents ainsi que les principes de l'organisation de leur travail;
- défense temporaire (sur les heures de pointe) de doubler pour les poids lourds sur certaines autoroutes;
- barrières antibruit le long des autoroutes.

6.1.2. La Partie flamande est disposée à apporter sa coopération à fournir de l'expertise dans certains domaines et à des conditions à convenir ultérieurement.

- L'organisation à cet effet de contacts (visites, réunions, formation, échange d'information par e-mail, e-learning, etc.) pour des experts roumains spécialisés ou les membres de staff de l'administration roumaine des travaux routiers, et/ou de l'administration roumaine pour l'intégration européenne, concernant l'implé-

mentation des dernières réalisations technologiques et/ou administratives/juridiques dans les domaines suivants:

- la gestion du trafic en Flandre (télématique dans la gestion routière, centre d'information multimodal et des techniques traitant vidéo);
- état de sécurité de la circulation routière et programme de son amélioration;
- audits de sécurité de routes existantes, audits de projets, fixation de données sur les accidents routiers et traitement dans une banque de données (routière) y compris les activités nécessaires lors de l'analyse des causes des accidents routiers;
- l'instauration de mesures de sécurité techniques sur voies urbaines et non-urbaines;
- coopération dans le domaine de communication sur la sécurité routière et échange de méthodologie d'information, échange d'expérience et connaissance concernant l'éducation en sécurité routière et planning de recherche;
- des plans de circulation incorporant des boucles, circulation à sens unique ;
- plans de réseaux incluant les aspects financiers, économiques, juridiques et environnementaux;
- consultations sociales dans le processus de planification du développement des réseaux routiers;
- fournir d'expertise dans les domaines divers aux fonctionnaires du ministère des Travaux Publics, des Transports et du Logement en vue de la préparation de la loi sur la sécurité routière et le développement des programmes de sécurité routière vers l'année 2005, la rédaction de la législation roumaine concernant la réglementation du transport national et international routier, conforme aux réglementations de l'Union européenne;
- les deux Parties sont intéressées à collaborer dans le domaine de l'infrastructure informatisée sur un projet introduit par la Partie flamande et intitulé "Infrastructure Management Information System for Oradea City- IMIS";
- sources de financement du maintien et de la construction des réseaux routiers;
- programme de Partenariat-Public-Privé (PPP) dans le domaine de la construction et du maintien des réseaux routiers et la création des centres locaux d'experts favorisant les projets dans le cadre de PPP (partenariat public-privé);
- systèmes de gestion de routes et de ponts, en tant que moyens de gestion effective des réseaux des routes et des ponts.

A la demande de la Partie roumaine, la Partie flamande va transmettre une liste avec les principales compagnies de transport routier de marchandises et de voyageurs, afin d'identifier de nouvelles formes de coopération avec les compagnies de transport de Roumanie.

Les Parties concernées vont coopérer dans les thèmes suivants:

- la participation des spécialistes aux séminaires, cours et masterats dans le domaine des transports routiers, et particulièrement en ce qui concerne la sécurité routière ;
- l'organisation des visites portant sur l'échange d'expérience, tant en Flandre qu'en Roumanie ;
- l'échange d'informations et la collaboration entre le CRR et CESTRIN dans le domaine de la construction routière et les transports routiers.

## 6.2. Les voies hydrauliques et les affaires maritimes

Les deux Parties sont disposées à échanger des informations et des expériences dans un ou plusieurs des thèmes suivants:

### 6.2.1. Infrastructures, gestion et politique portuaires

- conception, construction d'infrastructures portuaires (tant maritimes que fluviales);
- rénovation d'infrastructures portuaires (projet et exécution);
- travaux de dragage dans les ports;
- réglementation du traitement de produits dangereux dans les zones portuaires;
- réglementation des transports maritimes (contrôle public des ports, sécurité de la navigation, etc..).

### 6.2.2. Voies hydrauliques

- conception et réalisation de travaux hydrauliques;
- réutilisation de matériaux de construction dans les travaux hydrauliques;
- entretien des voies hydrauliques.

### 6.2.3. Nouvelles techniques

- construction de digues écotechniques;
- élaboration d'un «Système Hydro Météo»;
- dragage, traitement et entreposage de matières de dragage;
- développement du « Global Marine Distress Safety System» (GMDSS);

### 6.2.4. Coopération scientifique

Le "Flanders Hydraulics Research Laboratory" du Ministère de la Communauté flamande est disposé à nouer de nouveaux contacts avec des administrations et des institutions scientifiques roumaines en vue de mettre sur pied des programmes de collaboration en matière d'une ou plusieurs disciplines d'étude suivantes :

- prévention d'inondations et activités hydro-météorologiques (coopération avec le National Institute for Meteorology, Hydrology and Water Management);
- études hydrauliques et hydrologiques à l'aide de modèles physiques et mathématiques;
- ingénierie et planification portuaires, voies d'accès marines et travaux de dragage;
- études écologiques en matière d'ouvrages d'art respectant l'environnement le long des voies hydrauliques;
- études nautiques et formation à l'aide d'un simulateur de navigation et d'un bassin d'essai des carènes.

### 6.2.5. Les deux Parties sont d'accord d'analyser ensemble les possibilités d'établir un programme de formation pour des navigateurs roumains en vue d'obtenir les brevets de navigateurs sur les voies navigables européennes (p.ex. le canal Rhin-Main-Danube).

### 6.2.6. Deux (2) fonctionnaires roumains et flamands seront invités respectivement en Flandre et en Roumanie pour une période de cinq (5) à sept (7) jours, afin d'échanger des informations et leur savoir-faire dans un ou plusieurs des thèmes susmentionnés

## **7. POLITIQUE DE SANTÉ ET POLITIQUE SOCIALE**

### **7.1. Soins de santé**

Les deux Parties collaboreront dans le domaine social et médical, plus spécialement, ils encourageront l'échange d'information et d'expérience sur le plan de la promotion de la santé, de la prévention médicale et de l'organisation du secteur des soins de santé. Ces échanges pourront se situer dans les domaines suivants:

- l'organisation d'un screening efficace du cancer du sein;
- prévention du suicide et de la dépression;
- soins de santé relatifs à l'environnement (effets de facteurs chimiques, physiques et biologiques);
- prévention de la consommation problématique de l'alcool et des drogues;
- la qualité des soins de santé;
- encouragement de la coopération entre les instituts concernant les maladies transmissibles, e.a. le SIDA, le syphilis, la gonococcie;
- l'aide aux familles et soins à domicile;
- l'assistance aux personnes âgées;
- le bénévolat pour l'aide sociale et les soins de santé.

### **7.2. Coopération**

Une délégation de trois (3) experts roumains fera une visite d'étude en Flandre pour échanger de l'expérience dans le domaine médico-social. La Partie flamande préparera un programme ad hoc. A la fin de cette visite d'étude, les deux Parties se mettront d'accord sur un programme de formation de travail médico-social.

## **8. COMMUNICATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**

La Partie roumaine sollicite la coopération de la Partie flamande pour la mise en œuvre des objectifs suivants :

Objectifs généraux:

- La contribution à l'implémentation des prévisions spécifiées dans le plan d'actions eEurope.
- Le développement d'une économie basée sur la connaissance.
- L'assistance en vue de l'implémentation de la Société Informatique en Roumanie.
- L'assistance en vue de la Réforme dans l'Administration Publique.

Objectifs spécifiques:

- Déterminer des nouvelles opportunités dans la communauté d'affaires.
- La stimulation du développement des projets e-Commerce par les fournisseurs des institutions publiques.
- La promotion de la signature électronique et le concept de smart cards.

## **9. EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

Les deux Parties continueront leur coopération dans les domaines du marché de l'emploi et de la politique de l'emploi et elles encouragent les contacts entre les instances compétentes et entre les partenaires sociaux.

La Partie flamande (administration de l'Emploi) invite :

- en 2004 une délégation de trois (3) experts pour venir échanger en Flandre de l'information et de l'expérience concernant la politique de l'emploi, la formation professionnelle et le dialogue social.

L'administration flamande examinera, dans le cadre du programme de coopération avec l'Europe centrale et orientale, les possibilités de jouer un rôle dynamisant pour la réalisation de nouveaux projets dans le domaine de l'emploi.

L'administration flamande fonctionnera comme facilitateur pour une coopération éventuelle avec tous les acteurs et tous les réseaux qui sont actifs dans le domaine de la formation professionnelle, le marché de l'emploi et la politique de l'emploi.

Les deux Parties échangeront, à la demande de l'autre Partie, de l'information concernant la politique du marché de l'emploi et la formation professionnelle.

Les deux Parties examineront les modalités d'une action commune, avec des pays tiers, qui seront offertes par les organisations internationales.

Le ministère roumain du Travail et de la Solidarité Sociale et l'administration flamande de l'Emploi continueront leur coopération dans le cadre du programme de travail 2003-2004.

## **10. SCIENCE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE**

Les deux Parties se sont mis d'accord d'organiser tous les deux ans, à partir de l'an 2002, un appel pour introduire des propositions de projets dans le cadre de la coopération scientifique bilatérale entre la Flandre et la Roumanie. Les modalités précises d'exécution seront fixées dans un protocole entre les deux administrations exécutantes.

Les deux Parties examineront de quelle façon elles pourront collaborer de manière plus étroite en vue des défis de l'Espace européen de Recherche, et cela tant au niveau des groupes qu'au niveau de la politique de recherche.

## **11. COOPÉRATION EN MATIÈRE DE POUVOIRS LOCAUX**

- 11.1. Les deux Parties stimuleront la coopération sur le plan des pouvoirs locaux, de la gestion des villes et communes et la coopération intermunicipale. À cet effet, elles encourageront des contacts utiles entre les autorités locales.

- 11.2. Pour la Partie flamande les contacts seront facilités par l'administration des Affaires Intérieures qui s'assurera si nécessaire de la coopération de la VVSG (Association flamande des Villes et des Communes).
- 11.3. Pour la Partie roumaine les contacts seront facilités par le ministère de l'Administration publique.  
Pour la Partie flamande les contacts seront facilités par l'administration des Affaires Intérieures.
- 11.4. La Partie flamande examinera la possibilité d'organiser un échange d'expérience en matière de pouvoirs locaux par des visites d'étude de cinq (5) à six (6) personnes des autorités publiques locales en Flandre et en Roumanie.

## **12. CULTURE**

### **12.1. Généralités**

Les deux Parties échangeront, à la demande de l'autre Partie, des informations et des publications sur les arts plastiques, le design, l'architecture, les musées, le patrimoine, l'archéologie, la culture populaire, la littérature, les traductions, les arts de la scène, la musique, film et arts audiovisuels, les centres de séjour pour artistes, les arts amateurs, l'éducation des adultes socio-culturelle, les bibliothèques, les centres culturels, la politique culturelle locale, les festivals et concours à caractère international, l'animation des jeunes, y compris l'information et la documentation concernant la coopération culturelle en général.

Les deux Parties souhaitent réserver, pendant la durée de validité de ce programme, une banque de jours de quarante (40) jours au maximum en vue de l'échange d'experts dans les disciplines énumérées dans l'article précédent.

Les deux Parties souhaitent renforcer leur coopération culturelle européenne et collaborer effectivement dans le cadre des programmes culturels du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO, profitant en même temps de l'ouverture offerte des programmes culturels de l'Union européenne.

Les deux Parties soutiendront des contacts directs entre des institutions et associations culturelles.

### **12.2. Arts plastiques et Patrimoine**

La Partie flamande est disposée à échanger un expert dans le domaine des arts plastiques, des arts appliqués, de l'architecture, du design ou du patrimoine culturel, pour une période de 15 jours.

La Partie flamande souhaite, pendant la durée de validité du présent programme, inviter un artiste graphique pour un séjour de travail de quatorze jours dans le «Frans Masereel-centrum» à Kasterlee.

Un logement gratuit et un per diem de 50,00 euros seront offerts.



La Partie roumaine manifeste sa disponibilité de recevoir sept (7) artistes plastiques flamands aux camps de création roumains de Valea Doftanei, Praid, Reghin, Tescani, Ipotești.

Les deux Parties stimuleront l'échange d'informations et d'expériences dans le domaine des musées, et de la conservation et la gestion du patrimoine culturel.

La Partie roumaine sollicite en particulier des matériaux (sur support électronique ou par écrit) sur la législation flamande dans le domaine du patrimoine culturel, à savoir des biens meubles et leur régime de circulation et d'autres informations sur la conservation, la restauration, la mise en valeur du patrimoine et aussi l'expérience des institutions actives dans le domaine de l'archéologie industrielle et de la réalisation des jardins et des réserves.

Pendant la durée de validité de ce programme, la Partie flamande est disposée à envoyer une série de publications d'art.

Les deux Parties examinent la possibilité d'échanger une exposition pendant la durée de validité du programme. La Partie roumaine pourrait organiser dans un des Musées Nationaux une exposition photo-documentaire.

### **12.3. Littérature**

Les deux Parties encourageront mutuellement la littérature et la culture de l'autre Partie. Elles encourageront les traductions et la participation à des salons internationaux du livre.

Pendant la durée de validité de ce programme, la Partie flamande est disposée à accueillir un (1) spécialiste dans le domaine du livre pour une période de cinq (5) à sept (7) jours.

Pendant la durée de validité de ce programme, la Partie flamande est disposée à accueillir un (1) traducteur roumain dans la Maison de la Traduction à Leuven pour une période d'un (1) mois. Contrairement à l'arrangement financier d'usage ce traducteur aura le logement gratuit et une subvention de 1.250 €.

La Partie roumaine est disposée à inviter un traducteur flamand à participer au Camp International de Littérature de Oravița

### **12.4. Arts de la scène**

Pendant la durée de validité de ce programme, les deux Parties sont disposées à échanger une compagnie dans le domaine de l'arts de la scène de six (6) personnes au maximum pour une période de cinq (5) jours au maximum.

Pendant la durée de validité de ce programme, les deux Parties encourageront l'échange d'un (1) expert dans le domaine de la danse ou du théâtre pour une période de cinq (5) à sept (7) jours.

Les deux Parties examineront la possibilité d'échanger des observateurs lors de grands festivals ou concours des arts de la scène.

### **12.5. Musique**

Les deux Parties sont disposées à échanger, pendant la durée de validité de ce programme, un petit ensemble musical de six (6) personnes au maximum pour une tournée de concert de cinq (5) jours au maximum.

Les deux Parties sont disposées à envoyer, pendant la durée de validité de ce programme, deux (2) experts en matière de musique pour une semaine au maximum.

Les deux Parties examineront la possibilité d'échanger des observateurs lors de grands festivals ou concours de musique.

### **12.6. L'éducation socio-culturelle des adultes**

Pendant la durée de validité du programme, les deux Parties échangent des délégations de 3 à 5 personnes à faire une visite d'étude de sept (7) jours au maximum afin de faire connaissance avec l'éducation socio-culturelle des adultes, la politique culturelle locale et les centres culturels.

La délégation se compose de préférence de fonctionnaires et de personnes actives sur le terrain.

Une bonne connaissance de la langue française ou anglaise est requise.

### **12.7. Bibliothèques**

La Partie flamande propose d'élaborer, de commun accord, un programme de formation de professionnels du secteur des bibliothèques publiques, afin de soutenir la promotion de l'expertise en Roumanie.

La Partie flamande accueille trois (3) professionnels pendant sept (7) jours pour un stage en Flandre.

Une bonne connaissance de la langue française ou anglaise est requise.

### **12.8. Culture populaire et arts amateurs**

Les deux Parties échangeront pendant quatre (4) jours deux personnes qui ont de l'expertise dans le domaine de la Culture populaire et des arts amateurs afin d'apprendre à connaître la structure, les domaines de spécialisation et le fonctionnement d'instituts de recherche ethnologique et d'organisations d'arts amateurs et d'examiner les possibilités de projets communs.

La Partie roumaine propose l' échange de deux (2) maîtres artisans spécialisés dans la création de masques et icônes ou dans d'autres domaines que la Partie flamande agréée. Les maîtres artisans flamands pourront participer à une des foires populaires roumaines dont, par exemple: la Foire des Masques de Printemps dans le cadre de laquelle l'on organise aussi le Camp de création des maîtres populaires, à Covasna, la Foire des Maîtres Populaires, à Dolj, la Foire des Maîtres populaires à Sibiu, la Foire des Maîtres Populaires, à Caransebeș.

## **12.9. Jeunesse**

Pendant la durée de validité de ce programme, les deux Parties échangeront des délégations de 5 personnes au maximum (fonctionnaires responsables et animateurs des jeunes) pendant sept jours au maximum, concernant le rôle, le profil et la mission de responsables des jeunes locaux et régionaux (fonctionnaires et animateurs des jeunes) dans le développement de la politique de la jeunesse ainsi que la formation (de cadre) créée pour eux.

Pendant la durée de validité de ce programme, les deux Parties échangeront des délégations de 5 personnes au maximum (fonctionnaires responsables et animateurs des jeunes) pendant sept jours au maximum, en vue d'approfondir le Livre blanc de la Commission européenne: "Un nouvel élan pour la jeunesse européenne" en échangeant de bonnes pratiques relatives aux thèmes spécifiques des jeunes : participation, information, bénévolat et une meilleure connaissance des jeunes (étude concernant la jeunesse).

## **13. SPORT**

Les deux Parties mettront annuellement à disposition un contingent de quinze (15) jours pour permettre aux athlètes, entraîneurs et responsables de participer dans l'autre pays aux stages, clinics, voyages d'études et congrès dans le domaine du sport.

## **14. ÉDUCATION**

### **14.1. Échange d'information et de documentation**

Les deux Parties échangeront des informations et de la documentation relatives à tous les niveaux d'enseignement avec une attention particulière au financement à l'organisation et à la structure de l'enseignement supérieur.

### **14.2. Enseignement secondaire**

Les deux Parties encourageront les échanges entre établissements scolaires roumains et l'enseignement flamands dans le secondaire. La Partie flamande se réfère aux possibilités d'attribution de subventions à cet effet: «Euroklassen». Dans le cadre de ce projet les

établissements scolaires flamands de l'enseignement secondaire peuvent bénéficier de subventions pour organiser des échanges d'élèves et de professeurs.

### **14.3. Bourses**

#### **14.3.1. Bourses de spécialisation**

La Partie flamande offre à la Partie roumaine trois (3) bourses de spécialisation de dix (10) mois (3 x 10 mois = 30 mois) durant les années académiques 2003-2004 et 2004-2005.

La durée des bourses offertes par la Communauté flamande se limite à un an. Les candidats qui voudraient suivre un programme *Master* ayant une durée de deux ans, doivent renouveler leur demande après la première année. L'offre des Masters universitaires en Flandre est décrite dans la brochure *Advanced university education* éditée par le *Vlaamse Interuniversitaire Raad* (Conseil interuniversitaire flamand). ([www.vlir.be](http://www.vlir.be)).

Etant donné que, pour certaines spécialisations, les frais d'inscription sont élevés, l'intervention dans les frais d'inscription pour une formation de spécialisation est plafonnée au montant qui a été fixé pour une formation de base par le *Vlaamse Interuniversitaire Raad* (Conseil interuniversitaire flamand) et le *Vlaamse Hogescholenraad* (Conseil des instituts supérieurs) (pour l'année académique 2002 – 2003: 490,00 euro). Ceci implique que les candidats qui se présentent pour une spécialisation dont les frais d'inscription sont supérieurs au montant fixé, s'engagent à payer eux-mêmes la différence.

#### **14.3.2. Bourses de recherche**

Pendant les années académiques 2003-2004 et 2004-2005 les deux Parties s'offrent annuellement six (6) mois de bourses pour faire de la recherche. Ces bourses peuvent être fractionnées en périodes d'au moins trois (3) mois à la demande de la Partie d'envoi.

### **14.4. Échanges de professeurs et d'experts**

Les deux Parties échangeront annuellement deux (2) professeurs ou experts rattachés à une université, un institut d'enseignement supérieur ou un institut scientifique pour un séjour d'étude de sept (7) jours au maximum (2 x 7 jours) afin de leur permettre de participer à des congrès, des conférences ou des colloques. Ces échanges peuvent être employés pour des visites préparatoires en vue de développer des projets dans le cadre des programmes européens.

### **14.5. Cours d'été de langue et de culture néerlandaises**

La Partie flamande offre annuellement deux (2) bourses pour participer au Cours d'été de langue et de culture néerlandaises qui est organisé soit par le *Limburgs Universitair Centrum* (Centre universitaire du Limbourg) à Hasselt Diepenbeek, soit par le

*Talencentrum Universiteit Gent* (Centre de langues de l'Université de Gand). Ce cours d'été est organisé chaque année. Il a une durée de trois semaines et s'adresse en premier lieu aux étudiants des sections néerlandaises des instituts d'enseignement supérieurs roumains. Les candidats doivent avoir une connaissance de la langue néerlandaise suffisante (niveau: Connaissance élémentaire du Certificat de Néerlandais Langue Etrangère)

A partir de 2000, l'attribution des bourses pour le cours d'été de langue et de culture néerlandaise est faite par la *Nederlandse Taalunie* (L'union linguistique néerlandaise) en coopération avec les organisateurs flamands. La répartition des candidats entre les deux centres est effectuée par la *Nederlandse Taalunie*. Cela signifie que les candidats ne sont plus répartis en fonction du pays d'origine. La Partie flamande attire l'attention sur la nouvelle procédure d'inscription pour les cours d'été : les candidats au cours d'été envoient leur formulaire de demande/d'inscription, dûment signé par leur professeur de langue néerlandaise, directement à l'administration de l'enseignement supérieur. Parmi les candidatures présentées, la *Nederlandse Taalunie* sélectionne les candidats les plus aptes. La liste des candidats sélectionnés est envoyée pour approbation à l'instance roumaine qui s'occupe de l'attribution des bourses.

La brochure *Nederlandse taal en cultuur* (Langue et culture néerlandaises) est envoyée par la *Nederlandse Taalunie* à tous les instituts où la langue néerlandaise est enseignée. Elle peut être consultée sur [www.taalunie.org](http://www.taalunie.org).

#### **14.6. Cours d'été de langue et culture roumaines**

La Partie roumaine offre annuellement deux (2) bourses d'été pour participer au cours d'été de langue et de culture roumaines, organisé par les universités de Bucarest, Iasi, Cluj-Napoca, Timisoara, Constanta et Craiova. Le dossier de chaque candidat doit être soumis par voie diplomatique, avant le 15 avril chaque année.

### **15. TOURISME**

- 15.1. Les deux Parties encouragent l'échange d'informations sur la législation et la réglementation relatives au tourisme, d'informations statistiques, de documentation et d'études sur le développement du tourisme.
- 15.2. Les deux Parties encouragent l'échange de matériel de promotion touristique, et la promotion de la participation d'organisations de tourisme à des événements touristiques en Roumanie et en Flandre.
- 15.3. Les deux Parties encouragent l'organisation de voyages d'étude pour journalistes, reporters de radio et de télévision, chercheurs et spécialistes dans le domaine du tourisme.
- 15.4. Les deux Parties encouragent l'organisation de séminaires, colloques et groupes de travail axés sur des thèmes touristiques proposés par la Partie intéressée, dans le but d'échanger des expériences et des idées.

## **16. CAPACITY BUILDING**

### **16.1. Généralités**

Les deux Parties organiseront, pendant la durée de validité du présent programme de travail, des échanges et des projets de développement de la capacité humaine dans les services publics, pour tous les domaines mentionnés ci-dessus.

Une attention particulière sera réservée au secteur de la gestion d'administration (nouvelles technologies [ICT], gouvernement électronique [e-government], innovation, le guichet unique, etc.).

### **16.2. Bourse pour le Collège d'Europe à Natolin**

La Partie flamande (administration des Affaires étrangères) offrira une contre-valeur de dix mille euros (10.000 €) pour une bourse à un étudiant roumain au Collège d'Europe à Natolin (Varsovie) pour les années académiques 2003-2004 et 2004-2005.

La sélection des étudiants sera effectuée par le Collège d'Europe en concertation avec les autorités roumaines compétentes.

### **16.3. Gestion portuaire**

La Partie flamande (administration des Affaires étrangères) offre à la Partie roumaine la possibilité d'envoyer des experts à des séminaires dans le domaine de la formation en gestion portuaire, organisés par APEC (Antwerp/Flanders Port Training Center) pour les années 2003 et 2004.

La Partie roumaine présentera ses candidats pour ces séminaires. Les participants seront sélectionnés par APEC. La Partie flamande couvre les frais de participation à ces séminaires. Les frais de parcours internationaux sont à charge du participant ou de l'organisation dont il dépend.

## **17. LA COOPÉRATION SUR BASE DE PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME FLAMAND DE COOPÉRATION AVEC L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE**

Les deux Parties réaffirment leur intention de développer leur coopération par des projets avec l'agrément et le support des deux côtés.

La Partie flamande met à la disposition de la Partie roumaine son expertise dans les domaines suivants : le développement des PME, l'emploi, la gestion des fonds européens pour le développement régional et dans le cadre de la politique agricole, l'agriculture, le développement régional, l'environnement, les ports, le développement de la capacité humaine et la gestion et la réforme des services publics.

La Partie roumaine informera la Partie flamande par la voie diplomatique des priorités du Gouvernement roumain pour la coopération avec la Flandre dans le cadre du programme de coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale.

Une contribution minimale de quinze (15) pourcent du budget total de chaque projet sera financée par le partenaire ou les autorités roumaines.

Les 35 projets suivants ont été soumis pour évaluation en 2003 aux deux Parties (voir annexe 1). Les propositions de projet ont été évaluées par les deux Parties, en tenant compte de leurs priorités et sur base des critères qui ont été fixés par les Parties respectives.

La Partie flamande a évalué les projets et les a classés dans l'ordre qui suit (annexe 2):

- 11 projets ont obtenu un score de plus de 50%;
- 15 projets ont obtenu un score de moins de 50% et étaient exclus par conséquent;
- 09 projets ont été exclus pour des raisons formelles.

La Partie roumaine considérait comme recevable 8 des 11 projets qui étaient admis par la Partie flamande.

- Projet ROE/010 (TAEMRO de GIS-Vlaanderen) est considéré par la Partie roumaine comme un projet de recherche. Elle se demandait en outre quel était le groupe-cible des résultats du projet. Le projet n'est donc pas recevable.
- Projet ROE/017 (The Condo-tour de MJA) n'est pas considéré par la Partie roumaine comme prioritaire, vue que l'Union européenne investit d'énormes moyens financiers dans ce secteur, e.a. en faveur des ONG's actives dans le secteur de la prévention du HIV. Aussi au niveau national elle estime que le nombre de projets déjà en cours peut suffire.
- Projet ROE/015 (Gas automotive eco-impact de l'Université de Gand) est considéré comme une suite d'un projet qui a antérieurement été financé dans le cadre de Tempus. L'implication d'une société de taxis met des doutes en ce qui concerne les buts lucratifs à long terme. Le projet est considéré comme non recevable.

Après les réductions budgétaires nécessaires, basées sur l'avis du comité de sélection flamand et de la Partie roumaine, et qui seront proposées aux promoteurs, il est possible de proposer pour financement au gouvernement flamand, dans les limites du budget de 960.000 euros disponibles pour la Roumanie, les 8 projets restants.

Numéro	Promoteur	Nom du projet	Budget demandé	Budget proposé
ROE/016	Agriv	Pandoer	393.630 €	315.000 €
ROE/013	WES	Hotel Quality Regulation	82.222 €	60.000 €
ROE/011	Volkswelzijn	Regional Health Care Policy	78.800 €	70.000 €
ROE/029	VP-Consult	Constanta Portal	139.264 €	75.000 €
ROE/021	Somepro	Local Youth Work	121.548 €	100.000 €
ROE008	Hemmis	IMIS-Oradea	129.824 €	105.000 €
ROE/005	U.Gent	Improman	232.383 €	165.000 €
ROE/009	Steunpunt Tewerkstelling	Integration of underprivileged groups	59.735 €	40.000 €
TOTAL			1.237.405 €	930.000 €

## **18. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES**

### **18.1. Généralités**

Les deux Parties se feront parvenir leurs propositions relatives au nouveau programme d'activités au plus tard six (6) semaines avant la date prévue de la réunion de la Commission mixte.

Les deux Parties offriront aux délégations et aux individus de l'autre Partie la possibilité de faire connaissance avec la culture et la vie dans leur pays.

Dans le cadre de ce programme elles échangeront les personnes parlant l'anglais, le français, l'allemand ou la langue du pays d'accueil.

### **18.2. Bourses d'études**

Le dossier de chaque candidat doit être accompagné d'une note circonstanciée motivant le choix.

Les candidats seront sélectionnés par la Partie d'envoi. Chaque candidature sera soumise à l'approbation de la Partie d'accueil. La Partie d'envoi proposera ses candidatures chaque année avant le 1er avril.

La Partie d'accueil informera la Partie d'envoi, avant le 1er juillet, de l'adoption ou non des candidatures et/ou des programmes d'études proposés.

La Partie d'envoi donnera, au moins trois (3) semaines au préalable, des données précises relatives à l'arrivée des boursiers.

#### **18.2.1. Bourses de spécialisation**

Les candidats ne peuvent avoir dépassé l'âge de 35 ans.

Les boursiers doivent être titulaires d'un diplôme de fin d'études universitaire ou d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement supérieur du type long, ou d'un certificat d'études équivalentes.

Les candidats se seront distingués durant leurs études.

Ils ne seront acceptés que moyennant l'accord des deux Parties, qui décident sur la base d'un dossier qui doit être présenté en néerlandais pour les étudiants roumains ou en roumain pour les étudiants flamands, ou traduit en anglais, français ou allemand, et qui comprend au moins :

- un formulaire de demande dûment rempli;
- deux (2) lettres de recommandation de différents professeurs ou personnes liés au domaine d'études du candidat;
- un curriculum vitae circonstancié mentionnant la connaissance des langues;
- un programme de travail détaillé;



- (éventuellement) une liste des publications;
- nom de l'institut d'enseignement supérieur où le candidat souhaite s'inscrire; éventuellement une lettre confirmant les contacts établis.

À la charge de la Partie d'origine:

- frais de parcours internationaux aller-retour.

À la charge de la Partie d'accueil:

En Flandre :

- une allocation mensuelle de 720,00 euros;
- frais d'inscription à un institut d'enseignement de la Communauté flamande ou à un institut subventionné par la Communauté flamande. Les frais d'inscription seront limités à un montant maximum qui est fixé annuellement (l'année académique 2003-2004: 490,00 euros);
- une assurance-maladie et une assurance responsabilité civile dans le cadre de la législation belge;
- frais de parcours sur le territoire belge, si les déplacements font partie du programme approuvé du boursier.

En Roumanie :

- une allocation mensuelle conforme à la législation en vigueur et dont le montant sera communiqué par la voie diplomatique;
- exonération des frais scolaires;
- assurance maladie à l'exception des maladies chroniques et prothèses dentaires, conformément à la législation roumaine en vigueur;
- accès aux résidences et restaurants des étudiants aux mêmes conditions que les étudiants roumains;
- les frais de parcours sur le territoire roumain, si les déplacements font partie du programme approuvé.

### **18.2.2. Bourses de recherche**

De préférence, les candidats ne doivent avoir dépassé l'âge de 35 ans.

Les candidats seront titulaires d'un doctorat, d'un diplôme de licence ou d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement supérieur du type long et exerceront une fonction pédagogique ou scientifique.

Ils ne seront acceptés que moyennant l'accord des deux Parties, qui décident sur la base d'un dossier qui doit être présenté en néerlandais pour les étudiants roumains ou en roumain pour les étudiants flamands, ou traduit en anglais, français ou allemand, et qui comprend au moins :

- un curriculum vitae circonstancié;
- un programme de travail détaillé;
- une liste de publications.

Les candidats des bourses de recherche sont sélectionnés par la Partie d'envoi.

Chaque candidature est soumise à l'approbation de la Partie d'accueil. Les deux Parties se feront parvenir leurs candidatures au moins quatre (4) mois au préalable.

La Partie d'accueil informera la Partie d'envoi au moins deux (2) mois d'avance des candidatures retenues. La Partie d'envoi communiquera les données précises sur l'arrivée des boursiers au moins trois (3) semaines d'avance.

À la charge de la Partie d'envoi:

- frais de parcours internationaux aller-retour.

À la charge de la Partie d'accueil:

En Flandre :

- une somme mensuelle de 690,00 euros;
- une somme de 125,00 euros, octroyée lors de la première arrivée en Flandre, moyennant un séjour d'au moins un mois ;
- une assurance-maladie et une assurance responsabilité civile dans le cadre de la législation belge;
- les frais de parcours sur le territoire belge, si les déplacements font partie du programme approuvé.

En Roumanie :

- une allocation mensuelle conforme à la législation en vigueur et dont le montant sera communiqué par la voie diplomatique;
- exonération des frais scolaires,
- assurance maladie à l'exception des maladies chroniques et prothèses dentaires, conformément à la législation roumaine en vigueur;
- logements et repas dans les résidences des étudiants aux mêmes conditions que les étudiants roumains;
- les frais de parcours sur le territoire roumain, si les déplacements font partie du programme approuvé.

### **18.2.3. Bourses d'été**

Les frais de parcours internationaux aller-retour sont à charge de la Partie d'envoi.

À la charge de la Partie d'accueil:

En Flandre:

- frais d'inscription;
- logement et repas;
- participation à des excursions dans le cadre du programme;
- assurance-maladie et assurance de responsabilité civile, dans le cadre de la législation belge.

En Roumanie :

- logement et repas dans les résidences des étudiants;
- assurance maladie (à l'exception des frais de médicaments) en cas de maladie ou d'accident, à l'exception des maladies chroniques et prothèses dentaires, conformément à la législation roumaine en vigueur;
- les excursions organisées dans le cadre du programme;
- droits d'inscription aux cours.

#### **18.2.4. Bourses de spécialisation pour des études postgraduées de langue et littérature roumaines**

Les étudiants visés à l'art. 14.6. bénéficient des mêmes conditions financières que ceux visés à l'art. 18.2. Ces conditions sont décrites dans le point 18.2.1. (en Roumanie).

Les échanges de personnes de courte durée (30 jours au maximum) prévus dans le présent programme s'effectueront dans le respect des modalités suivantes.

La Partie d'envoi communiquera à la Partie d'accueil, au moins trois (3) mois d'avance, les curricula vitae, les objectifs et programmes de la mission, ainsi que les dates précises d'arrivée et de départ des intéressés.

La Partie d'accueil confirme la volonté d'accueil six (6) semaines avant le départ. L'heure d'arrivée sera confirmée aux moins deux (2) semaines en avance.

À la charge de la Partie d'envoi:

- les frais de parcours internationaux aller-retour.

À la charge de la Partie d'accueil:

En Flandre:

- logement et petit déjeuner;
- indemnité forfaitaire de 37,00 euros par jour (frais de transport non inclus) ou 50,00 euros par jour (frais de transport inclus);
- assurance-maladie et responsabilité civile, dans le cadre de la législation belge.

En Roumanie :

- les modalités seront communiquées par la voie diplomatique.

#### **18.3. Échange de groupes**

À la charge de la Partie d'envoi :

- les frais de parcours internationaux aller-retour.

À la charge de la Partie d'accueil :

- tous les frais du séjour, du programme et de l'organisation;
- les déplacements à l'intérieur du pays nécessaires dans le cadre du programme;
- une allocation forfaitaire par personne.

En Flandre :

- indemnité forfaitaire de 37,00 euros au maximum par jour.

En Roumanie :

- les modalités seront communiquées par la voie diplomatique.

## 18.4. Films

À la charge de la Partie d'envoi:

- frais de transport et d'assurance des films.

À la charge de la Partie d'accueil:

- frais de présentation.

## 18.5. Expositions

À la charge de la Partie d'envoi :

- concept, élaboration, emballage et centralisation de l'exposition;
- transport de l'exposition au premier lieu d'exposition et du dernier lieu d'exposition de retour au pays d'origine ou à un autre pays;
- assurance "de clou à clou";
- fourniture du matériel destiné à la réalisation du catalogue;
- frais de parcours aller-retour d'un expert qui accompagne l'exposition et veille au montage et au démontage, à l'emballage et au déballage des œuvres d'art.

À la charge de la Partie d'accueil :

- mise à disposition de salles d'exposition appropriées, équipées de l'infrastructure de sécurité requise;
- mise à disposition du personnel nécessaire au chargement/déchargement, emballage/déballage, montage/démontage;
- impression de catalogues (si tel était l'accord intervenu entre les deux Parties), d'affiches et d'invitations;
- prise en charge de la publicité générale, du vernissage et du bon séjour de l'exposition;
- frais de séjour d'un expert qui accompagne l'exposition et veille au montage et au démontage, à l'emballage et au déballage des œuvres d'art;
- remise gratuite à la Partie d'envoi de 25 exemplaires de toutes les publications réalisées à l'occasion de l'exposition (catalogue, affiche, invitations, communiqué de presse,...);
- en cas d'endommagement, la Partie d'accueil ne procédera pas à la restauration des œuvres d'art sans l'autorisation préalable de la Partie d'envoi.

18.6. Les autres modalités sont à convenir, cas par cas, par la voie diplomatique.

18.7. Ce programme de travail n'exclut pas les possibilités d'organiser d'autres manifestations et des échanges ou d'entamer de nouveaux projets sur lesquels les deux Parties se mettent d'accord.

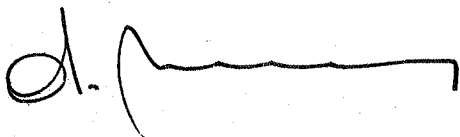
18.8. Les Parties s'entendront sur les conditions de chaque événement spécifique par la voie diplomatique. Tous les malentendus concernant l'interprétation ou la réalisation de ce programme de travail seront résolus par des négociations entre les deux Parties.

Les deux Parties conviennent de tenir la prochaine réunion de la commission mixte à Bucarest, au premier trimestre de l'an 2005.

Fait à Bruxelles, le 17 avril 2003, en deux originaux, en langues néerlandaise, française et roumaine, les trois textes faisant également foi. En cas de litige, le texte français servira de texte de référence.

Pour le Gouvernement de la Flandre,

Pour le Gouvernement de la Roumanie,

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'D' followed by a long, horizontal, wavy line.

Diane Verstraeten

A handwritten signature in dark ink, featuring a stylized 'A' and 'M' with a long, sweeping tail.

Adrian Mitu